

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40328]

6 FEVRIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant l'appel à candidatures de la direction de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « AEF-Europe »

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 87, § 3, remplacé par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu l'accord de coopération du 28 avril 2017 conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (en abrégé : AEF-Europe) ;

Vu le décret du 19 avril 2018 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 28 avril 2017 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé "AEF-Europe" ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 septembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2018 ;

Vu le « test genre » du 30 mai 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation n° 503 du 23 novembre 2018 au sein du Comité de négociation de secteur XVII ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Promotion sociale, de la Ministre de l'Éducation, et du Ministre du Budget et de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le directeur de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (AEF-Europe) est engagé par contrat à durée indéterminée.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII est applicable sauf dispositions dérogatoires reprises dans le présent texte.

Sa résidence administrative est fixée à Bruxelles.

La rémunération est identique au traitement et aux augmentations intercalaires liées à l'échelle de traitement de promotion pécuniaire de directeur, dans le groupe de qualification qui correspondant au diplôme requis.

La rémunération est payée par le Ministère de la Communauté française.

Art. 2. Il sera procédé au recrutement du directeur de la direction l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (AEF-Europe) sur base d'un profil de fonction.

Un appel aux candidatures sera lancé par les opérateurs d'enseignement et de formation au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de chaque institution partenaire de l'AEF-Europe. L'appel aux candidatures fera également l'objet d'une publication dans la presse.

Les candidats disposeront de 21 jours calendrier à partir du lendemain de la parution de l'appel pour introduire leur candidature.

Chaque candidat devra introduire un dossier comprenant un CV, une lettre de motivation, une copie du diplôme dont il est titulaire et un projet de gestion et de coordination de l'AEF-Europe en rapport avec les missions telles que reprises dans l'accord de coopération de référence.

Les candidatures seront envoyées par lettre recommandée et par voie électronique à l'Administration générale de l'Enseignement (AGE – Ministère de la Communauté française) qui en accusera réception.

Art. 3. § 1^{er}. Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII, le jury de sélection est constitué comme suit :

1° le Président et les Vice-Présidents du Comité de gestion de l'AEF-Europe;

2° l'Administratrice générale de la Commission communautaire française ou son représentant ;

3° le Secrétaire général de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou son représentant ;

4° la Secrétaire générale du Service Public de Wallonie ou son représentant ;

5° un membre du service du personnel, certifié SELOR, qui présidera.

Le secrétariat sera assumé par un membre de l'Administration de la Communauté française désigné par l'administrateur général de l'enseignement.

§ 2. Le jury dispose de 60 jours calendrier à partir de la date de remise ultime des candidatures pour transmettre son rapport aux Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne ainsi qu'au Collège de la Commission communautaire française.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 février 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Éducation,
M. -M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/40328]

6 FEBRUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de oproep tot kandidaten voor de leiding van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor levenslange opvoeding en vorming) (afgekort "AEF-Europe")

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor levenslange opvoeding en vorming) (afgekort "AEF-Europe");

Gelet op het decreet van 19 april 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten op 28 april 2017 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" (Franstalig agentschap voor levenslange opvoeding en vorming) (afgekort "AEF-Europe");

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 mei 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 6 september 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 september 2018;

Gelet op de "gendertest" van 30 mei 2018, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 503 van 23 november 2018 binnen het Onderhandelingscomité van sector XVII;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van state op 18 december 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het gebrek aan mededeling van dat advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie, van de Minister van Onderwijs, en van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De directeur van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" wordt aangeworven voor onbepaalde duur.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, is van toepassing behoudens de afwijkingsbepalingen opgenomen in deze tekst.

Zijn administratieve standplaats ligt in Brussel.

De bezoldiging is identiek aan de wedde en de tussentijdse verhogingen die verbonden zijn met de weddeschalen met geldelijke bevordering van directeur, in de kwalificatiegroep die overeenkomt met het vereiste diploma.

De bezoldiging wordt betaald door het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. De aanwerving van de directeur van het "Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie" zal op een functieprofiel gebaseerd zijn.

Er zal een oproep tot kandidaturen worden gedaan door de onderwijs- en opleidingsoperatoren binnen de Federatie Wallonië-Brussel en elke partnerinstelling van AEF-Europe. De oproep tot kandidaten zal ook in de pers worden bekendgemaakt.

Kandidaten hebben 21 kalenderdagen vanaf de dag na de bekendmaking van de oproep om hun kandidatuur in te dienen.

Iedere kandidaat zal een dossier moeten indienen met een CV, een motivatiebrief, een kopie van het diploma waarvan hij houder is en een project van beheer en coördinatie van AEF-Europe met betrekking tot de opdrachten vermeld in het referentiesamenwerkingsakkoord.

Kandidaturen worden per aangetekende brief en elektronisch aan het Algemeen Bestuur van het Onderwijs (AGE - Ministerie van de Franse Gemeenschap) verzonden, dat de ontvangst ervan bevestigt.

Art. 3. § 1. In afwijking van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren, is de examencommissie als volgt samengesteld:

- 1 ° de voorzitter en de ondervoorzitters van het beheerscomité van AEF-Europe;
- 2 ° de administrateur-generaal van de Franse Gemeenschapscommissie of zijn vertegenwoordiger;
- 3 ° de secretaris-generaal van de Federatie Wallonië-Brussel of zijn vertegenwoordiger;
- 4 ° de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of zijn vertegenwoordiger;
- 5 ° een lid van de personeelsafdeling, SELOR-gecertificeerd, die voorzitter is.

Het secretariaat wordt waargenomen door een lid van het Bestuur van de Franse Gemeenschap, aangewezen door de administrateur-generaal van het onderwijs.

§ 2. De examencommissie heeft 60 kalenderdagen vanaf de einddatum voor de indiening van de kandidaturen om haar verslag aan de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest en aan het College van de Franse Gemeenschapscommissie over te zenden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 6 februari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-president en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS